

NIGERIA

Sécurité renforcée à Maiduguri, la Croix-Rouge craint le choléra

Les forces de l'ordre ont intensifié hier leurs patrouilles à Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, où la présence de nombreux cadavres faisaient craindre à la Croix-Rouge l'apparition du choléra après des combats impliquant la secte Taliban.

Après une semaine d'affrontements meurtriers déclenchés par les extrémistes islamistes, un correspondant de l'AFP a croisé des dizaines de soldats en armes et des policiers anti-émeutes à tous les points stratégiques de la ville, fouillant les voitures et effectuant des contrôles d'identité auprès de tous les passants. Alors que le calme régnait dans la ville, ce correspondant a décompté 34 corps en décomposition dans les quartiers de Bayan, Muna Garage et Ngomari-Costain, trois des cinq zones où les combats ont été les plus violents.

Une responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Halima Bulama, a expliqué hier à l'AFP que le CICR craignait «l'apparition de maladies comme le choléra à cause de la présence de corps en décomposition

dans les rues, ce qui constitue un risque sanitaire important». Dans Ngomari-Costain, une odeur nauséabonde emplissait l'air alors que la morgue de l'hôpital universitaire de Maiduguri débordait de corps, selon des sources hospitalières.

Un autre employé du CICR dans la région, Ibrahim Aliyu, a estimé que les cadavres devaient être rapidement «enlevés pour éviter tout danger sanitaire».

Un épicier de Ngomari-Costain, Usman Madi, 35 ans, affirmait «prier pour que les autorités enterrent dans une fosse commune les corps en décomposition ou demandent publiquement aux familles de venir les chercher».

Selon un porte-parole du gouvernement, Usman Chiroma, «le gouvernement est en train de travailler pour évacuer les cadavres des rues de Maiduguri».

«Nous avons mobilisé des hommes et des équipements pour ce travail. Mais c'est un travail énorme étant donné le manque de moyens humains», a-t-il assuré. Les forces de sécurité ont fait face cette semaine dans quatre Etats du nord du Nigeria à des violences menées par la secte islamiste extrémiste, durant lesquelles plus de 600 personnes ont trouvé la mort, selon la police et des témoins. Le chef d'état-major de la Défense, le général Paul Dike, qui s'est rendu à Maiduguri vendredi, a affirmé que «l'armée passerait au peigne fin chaque pouce de terrain pour s'assurer que de tels événements ne se produiront plus».

«Nous sommes mobilisés et nous avons les capacités d'écraser toute attaque contre la sécurité du Nigeria», a-t-il ajouté.

«Le chef des «talibans» nigériens, Mohamed Yusuf, 39 ans, a été tué durant les combats de Maiduguri jeudi soir, mais les circonstances de sa mort font l'objet de critiques de la part d'organisations de défense des droits



Photo : DR

Les corps de plusieurs combattants islamistes gisant dans les rues de Maiduguri.

de l'Homme. Selon un responsable policier, le chef islamiste a été tué dans une fusillade alors qu'il tentait de s'échapper mais, selon un autre, Mohamed Yusuf a été abattu peu après sa capture. Sa mort est «la meilleure chose qui pouvait arriver» au pays, a estimé vendredi

la ministre de l'Information, Dora Akunyili. «Je pense que les forces de sécurité ont essayé de l'arrêter mais si leurs vies étaient en danger, elles ont dû se défendre», a-t-elle ajouté. Amnesty International a demandé vendredi l'ouverture d'une enquête sur la mort

du chef islamiste et accusé les forces de sécurité de «meurtres illégaux».

Selon l'ONG, les «responsables de la chaîne de commande qui ordonnent ou tolèrent des meurtres illégaux par leurs subordonnés» doivent être traduits en justice.

NUCLÉAIRE

La Birmanie disposerait d'une bombe atomique dans 5 ans

La Birmanie pourrait se doter de la bombe atomique d'ici cinq ans grâce à la Corée du Nord qui l'aide secrètement à construire un réacteur nucléaire et à extraire du plutonium, a assuré hier le *Sydney Morning Herald* citant des dissidents birmans.

Les installations nucléaires secrètes birmanes sont camouflées à l'intérieur d'une montagne à Naung Laing dans le nord de la Birmanie et fonctionnent en parallèle avec un réacteur civil construit par la Russie sur un autre site, précise le quotidien australien.

Il y a une dizaine de jours, la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a exprimé l'inquiétude des Etats-Unis au sujet d'un transfert d'armes et de technologie nucléaire de la Corée du Nord à la Birmanie.

Les dissidents, cités par le journal sous les noms de Moe Jo et Tin Min, ont affirmé à l'enquêteur australien Desmond Ball que la junte militaire au pouvoir en Birmanie avait des ambitions en matière nucléaire.

«Si le témoignage des deux dissidents se vérifie, le réacteur nucléaire birman en préparation pourrait produire une bombe atomique par an à partir de 2014», a estimé Desmond Ball, professeur d'études stratégiques à l'Université nationale australienne.

Moe Jo, ancien officier de l'armée birmane, a confié à M. Ball qu'il aurait été entraîné pour faire partie d'un «bataillon nucléaire» d'un millier de militaires, stationné dans un village pour fabriquer une arme nucléaire et la Birmanie aurait déjà fourni des barres d'uranium à la Corée du Nord et à l'Iran.

«Il a ajouté que (...) des experts russes étaient sur place pour montrer comment il fallait s'y prendre» pour retraiter du plutonium et qu'il existe un centre secret d'opérations, avec ses ingénieurs, son poste de commandement et son artillerie, caché dans les montagnes de Setkhaya, écrit M. Ball. Tin Min, ancien homme de confiance de Tay Za, un proche du général Than Shwe, membre de la junte au pouvoir, affirme de son côté avoir payé une compagnie de travaux publics pour construire un tunnel assez large pour laisser passer simultanément deux camions dans la montagne de Naung Laing.

AFGHANISTAN

Le secrétaire général de l'Otan favorable à un dialogue avec des «talibans modérés»

Fogh Rasmussen s'est déclaré prêt à engager un dialogue avec des «talibans modérés» en Afghanistan pour tenter de créer une forme de réconciliation des Afghans, selon des médias.

«Il est clair qu'il existe un noyau dur avec lequel il est impossible d'obtenir un accord. Mais il y a aussi des groupes avec lesquels on peut dialoguer pour tenter de créer une forme de

réconciliation de la société afghane», a affirmé le Danois Rasmussen, qui prend officiellement ses fonctions demain, dans une déclaration publiée hier dans le quotidien danois *Politiken*.

Il s'était déjà prononcé pour un tel dialogue en octobre 2008 alors qu'il était Premier ministre du Danemark, déclarant à l'époque qu'il était «ouvert à un dialogue avec des forces modérées et démocratiques des talibans».

Une position réitérée hier par M. Rasmussen. «Je ne peux pas m'imagi-

ner qu'on passe des accords avec ceux qui tuent nos soldats», a-t-il souligné dans *Politiken*, précisant que le dialogue qu'il recherche se fera «avec quelques autres groupes qui se trouvent à la périphérie de ceux qu'on appelle les talibans». «Nous voulons naturellement coopérer avec ceux qui veulent contribuer à créer la sécurité en Afghanistan et les conditions pour la reconstruction et le développement économique et social» dans ce pays, a-t-il insisté.

CAUCASE

La Russie menace de recourir à la force en Géorgie en cas de «provocations»

La Russie se réserve le droit de recourir à la force si la Géorgie continue ses «provocations» dans le Caucase, a déclaré hier le ministère russe de la Défense, une semaine avant la date anniversaire du déclenchement du conflit de l'été 2008 ayant opposé les deux pays.

Le ministère russe de la Défense a accusé la Géorgie d'avoir tiré au mortier et à la grenade à plusieurs reprises au cours des quatre derniers jours contre Tskhinvali, la capitale de la région rebelle d'Ossétie du Sud dont Moscou a reconnu l'indépendance.

«Les événements se sont déroulés de la même manière en août 2008, ce qui a entraîné le lancement d'une agression militaire par

la Géorgie contre l'Ossétie du Sud et le contingent russe», souligne le ministre de la Défense dans un communiqué posté sur son site Internet.

«De telles actions préoccupent sérieusement le ministère russe de la Défense», selon la même source.

«Si ces provocations, qui constituent une menace pour la population de l'Ossétie du Sud et les mili-

taires russes, se poursuivent, le ministère de la Défense se réserve le droit d'avoir recours à toutes les forces et à tous les moyens dont il dispose», conclut le communiqué.

La Géorgie a déclenché une offensive dans la nuit du 7 au 8 août 2008 pour reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud.

La Russie, dont des troupes de maintien de la paix se trouvaient dans la zone du conflit, a riposté en engageant une opération militaire au-delà des limites de la république séparatiste.

Le porte-parole du ministère géorgien de l'Intérieur Chota Outiachvili a démenti

tout tir géorgien en direction de l'Ossétie du Sud.

Il a qualifié le communiqué russe de «très inquiétant» estimant que Moscou cherchait «un prétexte pour une action militaire contre la Géorgie».

«Nous espérons que la communauté internationale va condamner ces actions agressives de la part des Russes», a-t-il ajouté.

Le porte-parole de la mission de l'Union européenne en Géorgie, Steve Bird, a pour sa part déclaré que les observateurs avaient vérifié les informations parues hier qui ne s'étaient pas confirmées.